



**PRÉFET DU BAS-RHIN**

**DIRECTION DES  
COLLECTIVITÉS LOCALES**

**Bureau de l'Environnement et  
des Procédures Publiques**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

du **4 OCT. 2011**

**portant approbation du plan de prévention des risques technologiques  
de la société DOW AgroSciences à DRUSENHEIM**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE  
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'Environnement, et particulièrement les articles L 515-8, L 515-15 à L 515-25, et R 515-39 à R 515-50, relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;**
- VU le code de l'Urbanisme, et notamment les articles L 126-1, L 211-1, L 230-1, L 300-2, R 126-1 et R 126-2 ;**
- VU le décret modifié, n° 53-578 du 20 mai 1953 relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;**
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application du Titre 1<sup>er</sup> du Livre V du code de l'Environnement ;**
- VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;**
- VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;**
- VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité, des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;**

- VU les arrêtés préfectoraux autorisant et réglementant l'exploitation des installations de l'établissement DOW AgroSciences, et notamment celui du 8 juillet 2008 :**
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 2006 modifié, portant création du comité local d'information et de concertation (CLIC), dénommé « Drusenheim », autour des établissements Total Petrochimie France de Oberhoffen sur Moder, DOW AgroSciences de Drusenheim et Rhône Gaz de Herrlisheim ;**
- VU l'arrêté préfectoral du 21 août 2009, portant renouvellement du comité local d'information et de concertation (CLIC) dénommé « Drusenheim » :**
- VU les arrêtés préfectoraux des 29 juillet 2010 et 22 novembre 2010, portant modification de la composition du comité local d'information et de concertation (CLIC) dénommé « Drusenheim » ;**
- VU l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2009, prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques à l'égard des installations exploitées par DOW AgroSciences ;**
- VU l'arrêté préfectoral du 30 avril 2010, portant prolongation du délai nécessaire à l'approbation du plan de prévention des risques technologiques générés par les installations exploitées par la société DOW AgroSciences ;**
- VU la circulaire du 26 avril 2005 relative à la création des comités locaux d'information et de concertation (CLIC) ;**
- VU la circulaire du 29 septembre 2005 relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits « SEVESO », visés par l'arrêté du 10 mai 2000 modifié ;**
- VU la circulaire ministérielle du 3 octobre 2005 relative à la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques, et notamment son annexe 2 ;**
- VU les avis émis par les Personnes et Organismes Associés consultés en septembre 2010 sur le projet de PPRT avant l'enquête publique ;**
- VU l'avis favorable du comité local d'information et de concertation (CLIC) dénommé « Drusenheim » lors de la séance du 9 novembre 2010, avant l'enquête publique ;**
- VU le bilan de concertation joint au dossier d'enquête publique ;**
- VU l'arrêté préfectoral du 8 mars 2011, prescrivant l'ouverture de l'enquête publique du 28 mars 2011 au 28 avril 2011 ;**
- VU le dossier soumis à enquête publique ;**
- VU l'avis exprimé lors de l'enquête publique, en date du 27 avril 2011 ;**
- VU le rapport du commissaire-enquêteur et son avis favorable sans réserve, en date du 25 mai 2011 ;**

**VU** le rapport conjoint de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace (DREAL) et de la Direction Départementale des Territoires du Bas-Rhin (DDT) du 23 septembre 2011 ;

**VU** les pièces du dossier ;

**CONSIDÉRANT** que l'établissement DOW AgroSciences à Drusenheim appartient à la liste prévue au IV de l'article L 515-8 du code de l'Environnement ;

**CONSIDÉRANT** la liste des phénomènes dangereux issue de l'étude de dangers de la société DOW AgroSciences, décrite dans le rapport de l'inspection des installations classées en date du 29 juin 2009 ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

Le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de l'établissement DOW AgroSciences, annexé au présent arrêté, est approuvé.

### **Article 2**

Le plan de prévention des risques technologiques comprend :

- une note de présentation décrivant les installations ou stockages à l'origine des risques, la nature et l'intensité de ceux-ci et exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques ;
- des documents graphiques faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L 515-15 et L 515-16 du code de l'Environnement ;
- un règlement comportant, en tant que de besoin, pour chaque zone ou secteur :
  - les mesures d'interdictions et de prescriptions mentionnées au I de l'article L 515-16 du code de l'Environnement ;
  - les mesures de protection des populations prévues au IV de l'article L 515-16 du code de l'Environnement ;
- les recommandations tendant à renforcer la protection des populations formulées en application du V de l'article L 515-16 susmentionné.

### **Article 3**

**Ce plan vaut servitude d'utilité publique au sens de l'article L 126-1 du code de l'Urbanisme, et devra être annexé au plan d'occupation des sols ou plan local d'urbanisme de la commune de Drusenheim.**

### **Article 4**

**Les mesures de protection des populations face aux risques encourus, prescrites par le plan de prévention des risques technologiques, devront être mises en œuvre dans les délais fixés au IV du règlement à compter de la date d'effet du présent arrêté.**

### **Article 5**

**Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés.**

**Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage en mairie de Drusenheim, pendant un mois au minimum. Mention de cet affichage sera publiée dans deux journaux diffusés dans le département.**

**Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin.**

**Le dossier PPRT approuvé sera tenu à la disposition du public :**

- en Préfecture du Bas-Rhin, aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux au public ;**
- en mairie de Drusenheim, aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux au public ;**

**aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public.**

**Il sera également mis à la disposition du public sur le site internet de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace (DREAL) et de la Préfecture du Bas-Rhin.**

### **Article 6**

**Le présent arrêté pourra faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, soit :**

- d'un recours gracieux auprès du Préfet du Bas-Rhin ;**
- d'un recours hiérarchique adressé au ministre de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement.**

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg :

- soit directement, en l'absence de recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5 ;
- soit, à l'issue d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les 2 mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant 2 mois à compter de la réception de la demande.

#### Article 7

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace (DREAL), le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin (DDT) et le maire de Drusenheim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Strasbourg, le 4 OCT. 1991

Le Préfet,

Pierre-Étienne BISCH



PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction Régionale de  
l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement  
Alsace

Direction Départementale des  
Territoires du Bas-Rhin

# PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRT)

\*\*\*\*\*

## DOW AGROSCIENCES à DRUSENHEIM



## LE RÈGLEMENT

**Approuvé par Arrêté Préfectoral du 4 octobre 2011**

## SOMMAIRE

Titre I – Portée du PPRT, dispositions générales.....	3
Article 1 – Champ d'application.....	3
Article 2 – Objectifs du PPRT.....	4
Article 3 – Application et mise en œuvre du PPRT.....	5
Titre II – Réglementation des projets.....	6
Chapitre 1 – Dispositions applicables en zone grise ( G ).....	6
Article 1 – Définition de la zone G.....	6
Article 2 – Dispositions d'urbanisme pour les projets futurs en zone G.....	6
Article 3 – Dispositions d'urbanisme pour les projets sur les constructions et activités existantes en zone G.....	6
Article 4 – Conditions générales d'utilisation ou d'exploitation en zone G.....	6
Chapitre 2 – Dispositions applicables en zone rouge clair ( r ).....	7
Article 1 – Définition des zones r (r1a – r1b - r2).....	7
Article 2 – Dispositions d'urbanisme pour les projets futurs en zone r.....	7
Article 2.1 – Interdictions.....	7
Article 2.2 - Prescriptions .....	7
Article 3 – Dispositions d'urbanisme pour les projets sur les constructions et activités existantes en zone r.....	7
Article 4 – Conditions générales d'utilisation ou d'exploitation en zone r.....	7
Chapitre 3 – Dispositions applicables en zone bleu foncé ( B ) .....	8
Article 1 – Définition de la zone B.....	8
Article 2 – Dispositions d'urbanisme pour les projets futurs en zone B.....	8
Article 2.1 – Interdictions.....	8
Article 2.2 - Prescriptions .....	8
Article 3 – Dispositions d'urbanisme pour les projets sur les constructions et activités existants en zone B.....	8
Article 4 – Conditions générales d'utilisation ou d'exploitation en zone B.....	8
Chapitre 4 – Dispositions applicables en zone bleu clair ( b ).....	9
Article 1 – Définition de la zone b.....	9
Article 2 – Dispositions d'urbanisme pour les projets futurs en zone b.....	9
Article 2.1 – Interdictions.....	9
Article 2.2 – Autorisations sous conditions et prescriptions.....	10
Article 3 – Dispositions d'urbanisme pour les projets sur les constructions et activités existantes en zone b.....	10
Article 4 – Règles de construction pour les projets futurs.....	10
Article 4.1 – Règles de construction pour les projets en secteur b1, concerné par un niveau d'aléa toxique moyen (M).....	10
Article 4.2 – Règles de construction pour les projets en secteur b2, concerné par un niveau d'aléa toxique Faible (Fai) .....	14
Article 4.3 – Règles de construction pour les projets en secteur b3, concerné par un niveau d'aléa toxique Faible (Fai) et thermique Faible (Fai).....	14
Article 5 – Conditions générales d'utilisation ou d'exploitation en zone b.....	14
Titre III – Mesures foncières.....	15
Titre IV – Mesures de protection des populations.....	15
Article 1 – Généralités.....	15
Article 2 – Mesures sur les constructions et activités existantes.....	15
Article 3 – Dispositif d'information et de communication.....	15
Titre V – Servitude d'utilité publique en application de l'article L 515-8 du code de l'environnement.....	15

# Titre I – Portée du PPRT, dispositions générales

## Article 1 – Champ d'application

Les plans de prévention des risques technologiques (PPRT) ont été institués par la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques naturels et technologiques et à la réparation des dommages et régis par les articles L 515-15 à L 515-26 du code de l'environnement.

Ces plans délimitent un périmètre d'exposition aux risques en tenant compte de la nature et de l'intensité des risques technologiques décrits dans les études de dangers et des mesures de prévention mises en œuvre.

A l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques, les plans de prévention des risques technologiques peuvent, en fonction du type de risques, de leur gravité, de leur probabilité et de leur cinétique :

- I. Délimiter les zones dans lesquelles la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que les constructions nouvelles et l'extension des constructions existantes sont interdites ou subordonnées au respect de prescriptions relatives à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation.  
Dans ces zones, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent instaurer le droit de préemption urbain dans les conditions définies à l'article L 211-1 du code de l'urbanisme.
- II. Délimiter, à l'intérieur des zones prévues au I, des secteurs où, en raison de l'existence de risques importants d'accident à cinétique rapide présentant un danger grave pour la vie humaine, les communes ou établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent instaurer un droit de délaissement des bâtiments ou parties de bâtiments existant à la date d'approbation du plan qui s'exerce dans les conditions définies aux articles L 230-1 et suivants du code de l'urbanisme. Toutefois, pour la détermination du prix d'acquisition, la valeur du bien est appréciée sans tenir compte de la dépréciation supplémentaire éventuelle apportée par l'intervention de la servitude instituée en application du I. La commune ou l'établissement public de coopération intercommunale peut, par convention passée avec un établissement public, lui confier le soin de réaliser l'acquisition des biens faisant l'objet du délaissement.
- III. Délimiter, à l'intérieur des zones prévues au I, des secteurs où, en raison de l'existence de risques importants d'accident à cinétique rapide présentant un danger très grave pour la vie humaine, l'État peut déclarer d'utilité publique l'expropriation, par les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents et à leur profit, dans les conditions prévues par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, des immeubles et droits réels immobiliers lorsque les moyens de sauvegarde et de protection des populations qu'il faudrait mettre en œuvre s'avèrent impossibles ou plus coûteux que l'expropriation.  
La procédure prévue par les articles L 15-6 à L 15-8 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique est applicable lorsque la gravité des risques potentiels rend nécessaire la prise de possession immédiate.



Pour la détermination du prix d'acquisition ou du montant des indemnités, il n'est pas tenu compte de la dépréciation supplémentaire éventuelle apportée au bien par l'intervention de la servitude instituée en application du I.

IV. Prescrire les mesures de protection des populations face aux risques encourus, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication existant à la date d'approbation du plan, qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants et utilisateurs dans les délais que le plan détermine. Ces mesures peuvent notamment comprendre des prescriptions relatives aux mouvements et au stationnement des véhicules de transport de matières dangereuses.

Lorsque des travaux de protection sont prescrits en application de l'alinéa précédent, ils ne peuvent porter que sur des aménagements dont le coût n'excède pas des limites fixées par le décret en Conseil d'État prévu à l'article L 515-25 du code de l'environnement.

V. Définir des recommandations tendant à renforcer la protection des populations face aux risques encourus et relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des voies de communication et des terrains de camping ou de stationnement de caravanes, pouvant être mises en œuvre par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.

## Article 2 – Objectifs du PPRT

Le PPRT est un outil réglementaire qui participe à la prévention des risques technologiques, dont les objectifs sont principalement :

- de contribuer à la réduction des risques à la source notamment par la mise en œuvre de mesures complémentaires à la charge de l'exploitant ou supplémentaires telles que définies à l'article L 515-19 du code de l'environnement ;
- d'agir sur l'urbanisation existante et future afin de limiter le nombre de personnes exposées aux risques résiduels.

***NB : Dans le présent PPRT de DOW AgroSciences à DRUSENHEIM, aucune zone d'expropriation d'utilité publique, ni de délaissement, ni de préemption n'ont été prévues.***

***Étant donné qu'il n'y a aucune construction existante dans le périmètre d'exposition aux risques, il n'y a pas de travaux imposés.***

***Seules les constructions futures seront soumises au respect de règles de construction en zone b1.***

***Pour les zones b2 et b3, il s'agira de recommandations.***

### Article 3 – Application et mise en œuvre du PPRT

**Le PPRT approuvé vaut servitude d'utilité publique** (article L 515-23 du Code de l'Environnement) et doit être annexé au POS ou PLU de Drusenheim, par une procédure de mise à jour dans un **délai de trois mois** à compter de la date d'approbation par le préfet, conformément à l'article L 126-1 du Code de l'Urbanisme. I

Les dispositions du PPRT prévalent sur celles du POS ou PLU pour la délivrance des autorisations d'occupation et utilisation du sol.

## Titre II – Réglementation des projets

### Chapitre 1 – Dispositions applicables en zone grise ( G )

#### Article 1 – Définition de la zone G

La zone grise ( G ) correspond à l'emprise foncière des sites de DOW AgroSciences et DOW France qui ont fait l'objet de l'autorisation d'installation classée.

#### Article 2 – Dispositions d'urbanisme pour les projets futurs en zone G

**Sont interdites** toutes constructions ou installations, à l'exception de :

- toutes constructions, installations ou infrastructures de nature à réduire les effets du risque technologique,
- toutes constructions, installations ou infrastructures nécessaires au fonctionnement ou au développement de DOW AgroSciences et DOW France sous réserve de ne pas en aggraver les phénomènes dangereux dont les zones d'effets sortent de la zone grise.

#### Article 3 – Dispositions d'urbanisme pour les projets sur les constructions et activités existantes en zone G

**Sont interdits** :

- les changements de destination des constructions existantes en-dehors du champ de l'activité industrielle,
- la modification, l'élargissement ou l'extension d'infrastructures (voirie de desserte,...) qui ne sont pas strictement nécessaires aux activités exercées dans la zone, à l'acheminement de marchandises ou des moyens de secours,

#### Article 4 – Conditions générales d'utilisation ou d'exploitation en zone G

Les interdictions, conditions et prescriptions particulières d'utilisation ou d'exploitation sont fixées par le (ou les) arrêté(s) d'autorisation des sites de DOW AgroSciences et DOW France au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

**Sont interdits** tous rassemblements ou toutes manifestations qui ne seraient pas en lien avec l'activité industrielle à l'origine des risques et qui seraient de nature à exposer du public.

## **Chapitre 2 – Dispositions applicables en zone rouge clair ( r )**

### **Article 1 – Définition des zones r (r1a – r1b - r2)**

Dans les zones à risque rouge clair ( r ) autour du site de DOW AgroSciences, les terrains sont exposés à un niveau d'aléa Fort (F) à Fort 'plus' (F+) thermique et/ou Moyen 'plus' (M+) à Fort 'plus' (F+) toxique et Faible (Fai) de suppression.

Dans ces zones, un point impacté est soumis potentiellement à un effet dont **les conséquences sur la vie humaine sont jugées graves à très graves.**

Ces zones n'ont donc pas vocation à la construction ou à l'installation de nouveaux locaux, destinés à l'habitat ou à d'autres activités, et de nouvelles voies de circulation autres que celles desservant la zone.

Les secteurs r1a, r1b et r2 sont régis par des règles d'urbanisme communes.

### **Article 2 – Dispositions d'urbanisme pour les projets futurs en zone r**

#### **Article 2.1 – Interdictions**

**Sont interdits :**

- toutes constructions, occupations et utilisations du sol, **à l'exception** des constructions et des ouvrages ou locaux techniques indispensables au fonctionnement de l'entreprise, ne générant aucune aggravation des phénomènes dangereux,
- la création d'infrastructures (voiries de desserte, aires de stationnement....) qui ne sont pas strictement nécessaires à l'acheminement des secours, à l'acheminement des marchandises, à l'activité industrielle de l'entreprise à l'origine des risques.

#### **Article 2.2 - Prescriptions**

**Néant**

### **Article 3 – Dispositions d'urbanisme pour les projets sur les constructions et activités existantes en zone r**

**Il n'existe aucune construction, ni activité dans cette zone.**

### **Article 4 – Conditions générales d'utilisation ou d'exploitation en zone r**

**Sont interdits** tous rassemblements ou toutes manifestations qui ne seraient pas en lien avec l'activité industrielle à l'origine des risques et qui seraient de nature à exposer du public.

## **Chapitre 3 – Dispositions applicables en zone bleu foncé ( B )**

### **Article 1 – Définition de la zone B**

Dans la zone à risque bleu (B), autour du site de DOW AgroSciences, les terrains sont exposés à un niveau d'aléa Moyen (M) à Moyen 'plus' (M+) pour les effets toxiques et thermiques et Faible (Fai) de surpression.

Dans cette zone, un point impacté est soumis potentiellement à un effet dont **les conséquences sur la vie humaine consistent en blessures irréversibles**.

Cette zone, moins exposée, a vocation à être constructible sous réserve de constructions en faible densité et de ne pas augmenter la population exposée.

### **Article 2 – Dispositions d'urbanisme pour les projets futurs en zone B**

#### **Article 2.1 – Interdictions**

**Sont interdites :**

- toute construction et installation (notamment habitations, établissements recevant du public (ERP), activités industrielles, commerciales, de service et agricoles....), **à l'exception** des constructions et des ouvrages ou locaux techniques indispensables au fonctionnement de l'entreprise, ne générant aucune aggravation des phénomènes dangereux.

#### **Article 2.2 - Prescriptions**

**Néant**

### **Article 3 – Dispositions d'urbanisme pour les projets sur les constructions et activités existantes en zone B**

**Il n'existe aucune construction, ni activité dans cette zone.**

### **Article 4 – Conditions générales d'utilisation ou d'exploitation en zone B**

#### **Article 4.1 – Interdictions**

**Sont interdits** tous rassemblements ou toutes manifestations de nature à exposer du public.

#### **Article 4.2 – Autorisation sous condition**

**Est autorisée** l'exploitation des terres agricoles, sans constructions de bâtiments.

## **Chapitre 4 – Dispositions applicables en zone bleu clair ( b )**

### **Article 1 – Définition de la zone b**

Dans cette zone à risque bleu clair (b), autour du site de DOW AgroSciences, les terrains sont exposés à un niveau d'aléa Moyen (M) toxique, un niveau d'aléa Faible (Fai) toxique et marginalement à un niveau d'aléa Faible (Fai) thermique.

Dans cette zone, un point impacté est soumis potentiellement à un effet dont **les conséquences sur la vie humaine consistent en blessures irréversibles.**

Cette zone a vocation à être constructible. Les constructions sont possibles dans cette zone la plus faiblement exposée à l'exception des constructions et aménagements énumérés à l'article 2.1 ci-après.

On distingue trois secteurs : b1, b2 et b3

- b1 est concerné par un niveau d'aléa toxique Moyen (M)
- b2 est concerné par un niveau d'aléa toxique Faible (Fai)
- b3 est concerné par un niveau d'aléa toxique Faible (Fai) et thermique Faible (Fai)

Les secteurs b1, b2 et b3 sont régis par des règles d'urbanisme communes, mais font l'objet de règles de construction différentes.

### **Article 2 – Dispositions d'urbanisme pour les projets futurs en zone b**

#### **Article 2.1 – Interdictions**

**Sont interdits :**

- les implantations d'Établissements Recevant du Public (ERP)
- les constructions à usage d'habitation
- les constructions légères de loisirs
- la création de parcs d'attractions, d'aires de loisirs et de sports, de terrains aménagés pour l'accueil de campeurs, caravanes, camping-cars, d'aires d'accueil des gens du voyage, de jardins familiaux
- les aménagements d'espaces publics de proximité avec des équipements de nature à attirer une population extérieure à la zone
- la création, l'aménagement de voiries de desserte qui ne sont pas strictement nécessaires aux activités situées à proximité immédiate
- la création d'aires de stationnement public
- la création de pistes cyclables, de chemins de randonnées, de parcours sportifs

## ***Article 2.2 – Autorisations sous conditions et prescriptions***

**Sont autorisés :**

- les projets de constructions à usage industriel ou artisanal, de bureaux, de services liés à l'activité de production industrielle ou artisanale, sans création de logement, sous réserve de ne pas accueillir du public,
- les constructions et installations à usage agricole, sans création de logement.

## **Article 3 – Dispositions d'urbanisme pour les projets sur les constructions et activités existantes en zone b**

**Il n'existe aucune construction, ni activité dans cette zone.**

## **Article 4 – Règles de construction pour les projets futurs**

Les projets nouveaux autorisés par le règlement du PPRT dans les zones réglementées font tous l'objet de prescriptions constructives dans le but d'assurer la sécurité des futurs occupants en cas de survenance d'un accident majeur.

### ***Article 4.1 – Règles de construction pour les projets en secteur b1, concerné par un niveau d'aléa toxique moyen (M)***

**Le secteur b1 soumis à l'effet toxique de niveau moyen fait l'objet de prescriptions obligatoires.**

Tout projet ne peut être autorisé qu'au regard des conclusions d'une étude fournie par le pétitionnaire, vérifiant que les prescriptions du PPRT et notamment les objectifs de performance cités ci-dessous sont respectés.

Conformément à l'article R 431-16c du code de l'urbanisme, le dossier de demande de permis de construire doit comprendre une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation des constructions projetées au stade de la conception.

**Toute construction autorisée doit être réalisée en respectant les principes de protection des personnes vis-à-vis de l'effet toxique :**

## 1. Le confinement

Le confinement est la solution technique proposée dans le cadre des PPRT pour protéger les populations de l'aléa toxique.

Pour ce faire, il faut **définir l'objectif de performance assigné au dispositif de protection en matière d'effet toxique**, à savoir :

- ◆ **créer une ou plusieurs cellules de confinement adaptées au nombre de personnes présentes à protéger**
- ◆ **atteindre l'objectif de perméabilité à l'air pour un temps défini, jusqu'à l'arrivée des secours.**

## 2. L'objectif de performance

Les caractéristiques du local de confinement, conjuguées à celles du bâtiment dans lequel il se situe, devront garantir que le taux de renouvellement d'air du local de confinement est suffisamment faible pour maintenir la concentration en produit toxique dans le local, après 2 heures de confinement, en deçà de la concentration maximale admissible définie pour chaque produit toxique ou chaque mélange identifié.

L'objectif de performance défini dans le guide « complément technique : effet toxique » est le suivant : *« La concentration dans le local après 2 heures de confinement devra être inférieure au seuil des effets irréversibles défini pour une durée d'exposition de 2 heures (SEI -2h) pour tout produit toxique susceptible de dispersion atmosphérique accidentelle. »*

### **Définition du taux d'atténuation cible**

*« La perméabilité à l'air du local de confinement devra être dimensionnée pour respecter l'objectif de performance face à la réalisation du phénomène dangereux le plus contraignant. Le phénomène dangereux le plus contraignant peut être défini comme étant celui qui représente le plus faible rapport entre la concentration maximale admissible à l'intérieur du local et la concentration du nuage toxique extérieur. Ce rapport est appelé « **taux d'atténuation** ». »*

### **Calcul du taux d'atténuation cible pour DOW AgroSciences**

Pour le PPRT de DOW AgroSciences, l'effet toxique est classé en M et Fai sur les cartes d'aléas et correspond au seuil des effets significatifs. La concentration retenue pour le nuage extérieur sera donc le SEL (1h).

En résumé :  $\text{taux d'atténuation} = \text{SEI (2h)} / \text{SEL (1h)}$

Sur la base de l'étude de danger élaborée par la société DOW AgroSciences, les phénomènes ayant des effets toxiques à l'extérieur du site sont liés au chlorure de thionyle, qui se dégrade en présence d'eau et forme un nuage d'acide chlorhydrique et de dioxyde de soufre.

Selon l'équation :  
$$\text{SOCl}_2 + \text{H}_2\text{O} = 2\text{HCl} + \text{SO}_2$$
$$118\text{g} + 18\text{g} = 72\text{g} + 64\text{g}$$

Dans le mélange, il y aura 53 % d'HCl et 47 % de SO<sub>2</sub>



## **Application du guide « Complément toxique » pour les mélanges**

### **Tableau des seuils d'effets**

Selon les données de l'INERIS, les seuils d'effets sont les suivants, exprimés en mg/m<sup>3</sup> :

#### **SO<sub>2</sub>**

<b>DURÉE EXPOSITION</b>	<b>60 MINUTES</b>	<b>120 MINUTES</b>
SEL (mg/m <sup>3</sup> )	1885 (725 ppm)	1578 (607 ppm)
SEI (mg/m <sup>3</sup> )	211 ( 81 ppm)	174 ( 67 ppm)

#### **HCl**

<b>DURÉE EXPOSITION</b>	<b>60 MINUTES</b>	<b>120 MINUTES</b>
SEL (mg/m <sup>3</sup> )	358 (240 ppm)	-
SEI (mg/m <sup>3</sup> )	60 (40 ppm)	60 (40 ppm)

d'après la circulaire du 18/10/2010 : SEI 2h = 40 ppm

### **Calcul du taux d'atténuation**

Le type d'effet maximal est « irréversible », la concentration du nuage toxique est alors égale à la concentration létale 1% (CL 1%) soit le seuil SEL.

- $T_x \text{ SO}_2 = \text{SEI } 2\text{h} / \text{SEL } 1\text{h} = 174/1885 = 0,0923$
- $T_x \text{ HCl} = \text{SEI } 2\text{h} / \text{SEL } 1\text{h} = 60/358 = 0,167$

Taux mélange HCl + SO<sub>2</sub> =  $1 / (1/0,167 + 1/0,0923) = 0,059$

**Au regard des zones d'effets et de la toxicité de ce produit, le taux d'atténuation « cible » à retenir pour le mélange HCl et SO<sub>2</sub> (chlorure de thionyle : SOCl<sub>2</sub>) est de 0,059.**

### **3. La caractérisation du confinement pour les bâtiments non résidentiels**

#### **Perméabilité à l'air du local de confinement**

Une étude spécifique sera à mener pour calculer l'exigence d'étanchéité à l'air du local de confinement afin de protéger les personnes de l'effet toxique. La perméabilité à l'air calculée pour le local devra permettre de respecter le coefficient d'atténuation cible défini ci-dessus.

Pour mener cette étude, il est conseillé d'utiliser le guide « Complément technique relatif à l'effet toxique » élaboré pour le compte du Ministère en charge du développement durable.

**Pour les bâtiments neufs, la valeur de référence en terme de perméabilité à l'air, définie dans la Réglementation Thermique 2005 (RT 2005), pour l'enveloppe du bâtiment doit être respectée.** Cela permet d'augmenter considérablement l'effet « tampon » de l'ensemble bâti et de rendre ainsi le confinement beaucoup plus efficace.

#### **Critères d'aménagement du local**

- Prévoir dans la mesure du possible, un local situé à l'opposé du site industriel à l'origine du risque,
- Aménager un sas pour chaque entrée du bâtiment,
- Prévoir des locaux avec peu d'ouvertures, la fenêtre sera à double vitrage avec joints,
- Vérifier le bon état des portes d'accès,
- Proscrire les locaux comportant un appareil à combustion,
- Prévoir un point d'eau dans le local,
- Accès direct depuis le local de confinement aux sanitaires pour tous les locaux

#### **Nombre de personnes à confiner – Dimensions des locaux**

L'objectif d'un local de confinement est de maintenir une atmosphère « respirable » pendant la durée de l'alerte. Un espace vital doit donc être disponible pour chaque personne confinée afin de limiter les effets secondaires tels que l'augmentation de la température intérieure, la raréfaction de l'oxygène ou l'augmentation de la concentration en CO<sub>2</sub>.

**Les surfaces et volumes minimum sont : 1m<sup>2</sup> et 2,5 m<sup>3</sup> par personne.**

**Il est toutefois recommandé de prévoir : 1,5 m<sup>2</sup> et 3,6 m<sup>3</sup> par personne.**

Dans chaque établissement, le nombre de locaux de confinement doit être adapté et dimensionné pour abriter toutes les personnes comptabilisées dans le bâtiment.

#### **Équipement dans le local**

- Prévoir un escabeau pour permettre le colmatage manuel des portes, fenêtres, interrupteurs, prises, plafonniers avec du ruban adhésif en papier crêpe de 40 à 50 mm de largeur,
- Prévoir lampe de poche, radio autonome avec piles de rechange, linges en cas de picotements,
- Stocker en permanence des bouteilles d'eau dans le local,
- Afficher une fiche de consignes précisant les actions à mener avant, pendant et après l'alerte.

***Article 4.2 – Règles de construction pour les projets en secteur b2, concerné par un niveau d'aléa toxique Faible (Fai)***

**Le secteur b2** soumis à l'effet toxique de niveau faible fait l'objet de recommandations (*cf cahier des recommandations*).

***Article 4.3 – Règles de construction pour les projets en secteur b3, concerné par un niveau d'aléa toxique Faible (Fai) et thermique Faible (Fai)***

**Le secteur b3** soumis aux effets toxique et thermique de niveau faible fait l'objet de recommandations (*cf cahier des recommandations*).

**Article 5 – Conditions générales d'utilisation ou d'exploitation en zone b**

**Sont interdits** tous rassemblements ou toutes manifestations de nature à exposer du public.

## Titre III – Mesures foncières

Sans objet.

**Le présent règlement ne présente pas de secteurs où l'expropriation ou le droit de délaissement sont possibles.**

## Titre IV – Mesures de protection des populations

### Article 1 – Généralités

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques **prescrit ou recommande des mesures de protection des populations face aux risques encourus.** Ces mesures peuvent concerner l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication **existant à la date d'approbation du plan.**

### Article 2 – Mesures sur les constructions et activités existantes

**Il n'y a pas de constructions existantes dans le périmètre d'exposition aux risques. Par conséquent, aucune prescription ou recommandation n'est imposée.**

### Article 3 – Dispositif d'information et de communication

**Des panneaux d'information** seront posés sur les chemins d'accès au site et les parkings de DOW AgroSciences, ainsi que sur les chemins d'exploitation agricole.

Ils indiqueront au public les risques encourus et la conduite à tenir en cas d'accident.

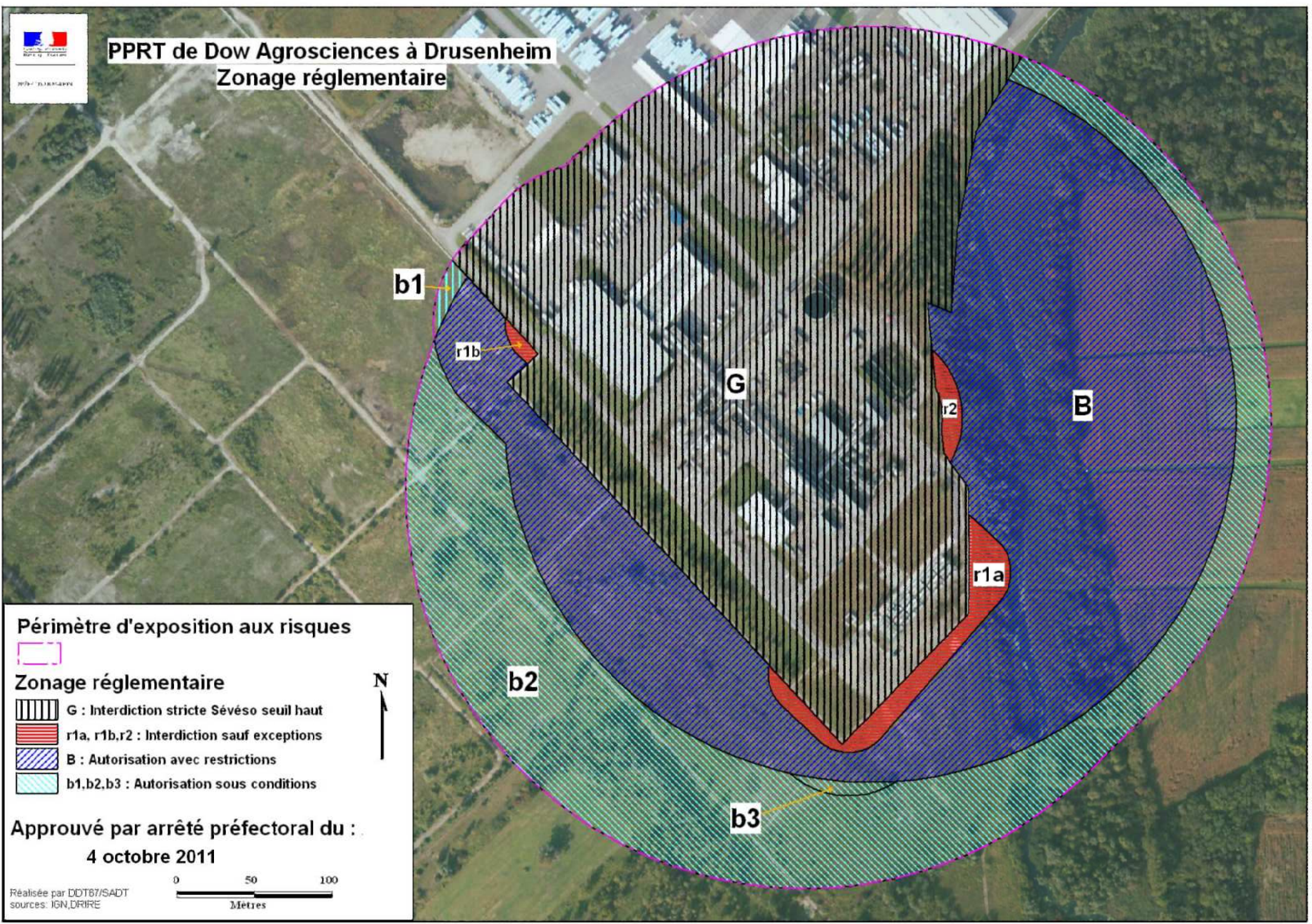
Ces panneaux d'information à caractère pédagogique seront posés **dans le délai d'un an après l'approbation du PPRT.**

## Titre V – Servitude d'utilité publique en application de l'article L 515-8 du code de l'environnement

Sans objet.







# PPRT de Dow Agrosciences à Drusenheim Zonage réglementaire



Périmètre d'exposition aux risques



Zonage réglementaire

-  G : Interdiction stricte Sévésol seuil haut
-  r1a, r1b, r2 : Interdiction sauf exceptions
-  B : Autorisation avec restrictions
-  b1, b2, b3 : Autorisation sous conditions

Approuvé par arrêté préfectoral du :  
4 octobre 2011

